

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

**Demande en restitution de meubles engagée
avant le jugement d'ouverture** → PAGE 17

Caroline HOUIN-BRESSAND

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

**Caractérisation du délit de banqueroute et conditions
à l'action civile des créanciers et actionnaires** → PAGE 24

Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

DOSSIER

**Première sauvegarde accélérée avec classes de parties affectées :
méthodologie et rôle des professionnels et des créanciers** → PAGE 36

Sous la responsabilité d'Isabelle DIDIER

Directrice scientifique**Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON,**

professeur à l'université Paris-Panthéon-Assas

Fondatrice**Françoise PÉROCHON,**

professeure à la faculté de droit de Montpellier

Comité scientifique**Hélène BOURBOULOUX,**

administratrice judiciaire, SELARL FHB

Reinhard DAMMANN,

avocat associé, Clifford Chance

Christophe DELATTRE,

substitut général, Cour d'appel de Douai

Laurence Caroline HENRY,agrégée des universités
avocat général en service extraordinaire à la Cour de cassation**Pierre-Michel LE CORRE,**

professeur à l'université de Nice-Sophia Antipolis

François-Xavier LUCAS,

professeur à l'école de droit de la Sorbonne (université de Paris I)

Francine MACORIG-VENIER

professeure à l'université Toulouse 1-Capitole

Françoise PÉROCHON,

professeure à la faculté de droit de Montpellier

Pascal RUBELLIN,

maître de conférences à l'université de Poitiers

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN,

professeure à l'université Toulouse 1-Capitole

Marc SÉNÉCHAL,professeur associé à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)
mandataire judiciaire, SCP BTSG²**Comité de lecture****Laurence-Caroline HENRY****Pierre-Michel LE CORRE****Françoise PÉROCHON****Corinne SAINT-ALARY-HOUIN**

Le Bulletin Joly Entreprises en difficulté peut désormais être cité de la façon suivante : BJE nov. 2021, n° BJE200i6.

Le numéro de type BJE200i6 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Revue éditée par Lextenso

1, Parvis de La Défense – 92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication Bruno VERGÉ

Directrice générale déléguée Emmanuelle FILIBERTI

Rédactrice en chef Valérie BOCCARA (valerie.boccaral@lextenso.fr)

Dépôt légal : à parution • N° CPPAP : 1023 T 91082 • ISSN 2115-2578

Imprimé par Chirat • 744, rue de Sainte-Colombe - 42540 Saint-Just-la-Pendue

sur des papiers produits en France et en Allemagne ;

100% de fibres recyclées ; impact gaz à effet de serre pour un exemplaire : 330 g éq. CO₂

Abonnement : Tél. 01 40 93 40 40 • abonnements@lextenso.fr

Abonnement France 2022 : 455 € HT - Abonnement étranger 2022 : 500,50 €

Prix au numéro France : 85 € HT - Prix au numéro étranger : 93,50 €

Toute reproduction, même partielle, est interdite, sauf exceptions prévues par la loi



SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE200s3 • **Les difficultés d’articulation des procédures collectives et des procédures de surendettement** 4

Véronique MARTINEAU-BOURGINAUD

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- BJE200r9 • **Une fenêtre de tir étroite pour les clauses d’indemnisation forfaitaire des contrats en cours ?** 8

Karl LAFAURIE – Cass. com., 29 juin 2022, n° 21-11674, F-D

DÉBITEUR PERSONNE PHYSIQUE

- BJE200s7 • **Insaisissabilité légale de la résidence principale, divorce de l’entrepreneur individuel et procédure collective** 11

Déborah SAHEL – Cass. com., 18 mai 2022, n° 20-22768, F-B

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE200u4 • **Déclaration de créance, instance en cours et rôle du juge-commissaire** 14

Bernard SAINTOURENS – Cass. com., 29 juin 2022, n° 21-10981, F-D

- BJE200s8 • **Demande en restitution de meubles engagée avant le jugement d’ouverture** 17

Caroline HOUIN-BRESSAND – Cass. com., 9 juin 2022, n° 21-10309, F-B

- BJE200s1 • **Confirmation jurisprudentielle relative aux dispositions légales à reproduire dans la lettre de contestation d’une créance** 19

Gérard JAZOTTES – Cass. com., 29 juin 2022, n° 21-11652, F-D

- BJE200s0 • **Utilité de la créance de loyers et charges dans la liquidation judiciaire en l’absence de résiliation du bail** 21

Francine MACORIG-VENIER – Cass. com., 18 mai 2022, n° 20-22623, F-D

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE200t9 • **Caractérisation du délit de banqueroute et conditions à l’action civile des créanciers et actionnaires** 24

Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE – Cass. crim., 22 juin 2022, n° 21-83036, F-B

- BJE200s2 • **Responsabilité pour insuffisance d’actif : faute de gestion sans causalité ne vaut** 30

Thierry FAVARIO – Cass. com., 18 mai 2022, n° 19-25606, F-D

- BJE200s5 • **Le paiement « préférentiel » avant cessation des paiements : une faute rétive à la sanction** 33

Thierry FAVARIO – Cass. com., 18 mai 2022, n° 20-22245, F-D

DOSSIER

BJE200R8 • PREMIÈRE SAUVEGARDE ACCÉLÉRÉE AVEC CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES : MÉTHODOLOGIE ET RÔLE DES PROFESSIONNELS ET DES CRÉANCIERS	36
Sous la responsabilité d'Isabelle DIDIER	
BJE200t0 • Avant-propos	37
Isabelle DIDIER et Mailly MYRIAM	
BJE200s9 • Histoire d'une sauvegarde accélérée réussie, ou comment XYZ Energy s'est sauvée de la tempête énergétique de l'automne/hiver 2021	39
Jérôme LÉPÉE	
BJE200t1 • Le dirigeant face aux bouleversements du marché	42
Yves BRULARD et Isabelle DIDIER	
BJE200t3 • Rôle du tiers indépendant dans le cadre d'une procédure de conciliation en vue d'une sauvegarde accélérée	46
Jean-Michel MATT	
BJE200t7 • Le choix de la procédure	50
Isabelle DIDIER, Yves BRULARD et Inès TE	
BJE200t2 • L'organisation de la procédure de conciliation : acquis et nouveautés issus de l'ordonnance du 15 septembre 2021	52
Isabelle DIDIER et Inès TE	
BJE200t4 • Le rôle du conciliateur : chef d'orchestre et maître du temps	60
Ludivine SAPIN, Lauriane DUFOUR et Frédéric PEYRIN	
BJE200t8 • Les étapes de la procédure de sauvegarde accélérée de XYZ Energy	62
Ludivine SAPIN et Lauriane DUFOUR	
BJE200u0 • Une première validation judiciaire du mécanisme de l'application forcée interclasse (<i>cross class cram down</i>)	64
Myriam MAILLY	
BJE200u2 • La procédure de sauvegarde accélérée vue par les créanciers	68
Emmanuel LEMAUX, Roger TRUSSARDI et Aymar de MAULÉON	
BJE200u1 • Conclusion	71
Isabelle DIDIER	